

Les enjeux juridiques du contre terrorisme international :

***Quelques réflexions sur
la notion du droit et de la sécurité***

Par :

Pr. Nadir ISMAILI

Enseignant Chercheur, Université My Ismail, FSJES, Meknès.

Résumé :

La question de la sécurité ne se limite évidemment pas à offrir aux individus d'une société un climat dans lequel ils peuvent mener une vie sans craintes de porter à atteinte à leur propriétés ou à leur intégrité. Cela concerne aussi la société internationale composée essentiellement par les Etats, qui eux à leur tour cherche cette sécurité et climat pour subvenir à leur intérêts et besoins dans leurs rapports dans l'ordre international.

Le présent travail est centralisé sur la question de *la réalité du rapport entre sécurité et droit*, entre autres questions corrélatives.

Mots-clés :

Sécurité – droit – enjeux juridiques – propriété – intégrité – intérêts – besoins – Etats - ordre international.

Le droit et la sécurité constituent deux notions fondamentales et intrinsèques. Elles ont évolué dans la théorie et dans la pratique d'une manière différente et, parfois controversée ou complémentaire, d'autres fois, en opposition, voire en conflit.

A l'ère de toutes les insécurités suscitées par le terrorisme et les déficits de la Gouvernance juste et équitable la question aujourd'hui, semble se poser d'une manière à reconstruire les rapports entre le droit et la sécurité comme une opportunité.

En effet ces deux notions méritent d'être examinées pour déterminer leurs contours à la lumière des développements récents dans les conceptions juridiques contenues dans les instruments nationaux et internationaux. Aussi l'espoir d'apprécier les modalités de mise en œuvre du droit et de la sécurité dans la société nationale et internationale

Quelle est la réalité du rapport entre sécurité et droit. ?

Depuis la naissance de la société les hommes n'ont pas cessé de réfléchir sur les moyens de maintenir l'ordre et la sécurité pour une meilleure organisation de la société. Les théories du contrat social ont été élaborées à cet effet. La Conception hobbesienne¹ qui met en exergue le rapport entre l'état de la nature et l'état de la société offre une visibilité sur l'évolution de la société entre droit et sécurité.

Ainsi, ce rapport primordial qui révèle la nature d'une relation dans laquelle se confond le droit et la sécurité, et ce, au prix de d'un droit à la sécurité pour tous assuré par une autorité suprême. Une conception alors pour justifier l'établissement de la société et la nécessité du maintien de l'ordre contre les tendances innées² des uns et des autres de domination.

Seulement cette situation n'arrange pas la place de l'homme dans cette société. Cet homme sensé élire le pouvoir sur la base des libertés et des droits de tous, et dans l'exercice de leur activité et dans les choix individuelles ou collectives, sont alors, appelées à être

¹ Thomas Hobbes « Le Léviathan », ou Traité de la matière, de la forme et du pouvoir d'une république ecclésiastique et civile, est une œuvre écrite par Thomas Hobbes, publiée en 1651, qui constitue un des livres de philosophie politique les plus célèbres

² ROUSSEAU Jean-Jacques, *Projet de constitution pour la Corse*, Ed. Œuvres complètes, Pléiade, t. 3, France, mars 1996, p.906.

respectés. Autrement dit, la sécurité ne peut être au prix de la liberté voire de l'égalité et de la justice

Le droit alors et la sécurité soulève les questions de la justice et de l'équité voire de la démocratie. Une sécurité de l'ordre ne peut contredire l'essence des droits de tous à vivre dans l'égalité et la justice jouissant équitablement des mêmes droits et obligations.

Le combat pour les libertés et les droits se fut long face aux soucis des sécurités qui vont à l'encontre des droits qui vont être privés ou outrepassés et violer le long de l'histoire de cette humanité. La confrontation alors s'annonce entre la sécurité et les droits jusqu'au jour où la déclaration des droits de l'homme et la notion de sécurité collective³ peuvent espérer à un rapprochement en vue d'un droit à la sécurité humaine à l'ère de la Globalisation⁴.

a) La coexistence des notions.

La question de la sécurité ne se limite évidemment pas à offrir aux individus d'une société un climat dans lequel ils peuvent mener une vie sans craintes de porter atteinte à leur propriétés ou à leur intégrité, cela concerne aussi la société internationale composée essentiellement par les Etats, qui eux à leur tour cherche cette sécurité et climat pour subvenir à leur intérêts et besoins dans leurs rapports dans l'ordre international.

Ainsi des notions et des principes se sont tissés relatifs à la protection et à la défense de ces droits sur le plan interne et sur le plan externe. Le droit de la propriété le droit à un procès équitable le droit de l'expression selon l'évolution des ⁵sociétés internes sur le chemin de la consécration des droits et des libertés.

D'autres droits qui impliquent les composants de la société internationale ont évolués ; le respect de la souveraineté, le principe de la réciprocité, au même titre qu'un

³ Pellet Alain » *Droit de la sécurité collective et droit de la Responsabilité internationale* » Pédone, Paris 2006

⁴ MOCKLE D. (sous la direction de), *Mondialisation et Etat de droit*, Bruylant, Bruxelles, 2002, 411 p

⁵ Frédéric Rolin, *Le rapport 2006 du Conseil d'Etat « Sécurité juridique et complexité du droit » : quelques observations impertinentes*, 19 mars 2006

développement sur la voie du maintien du respect des droits de l'homme et des droits humains aussi de l'institutionnalisation de la sécurité collective onusienne.

On constate alors, une coexistence des deux notions dans certains aspects fondamentaux sur le plan interne aussi que sur le plan international qui reflète une espèce de complémentarité entre le droit et la sécurité⁶. En fait un droit de sécurité étatique beaucoup plus dans sa connotation et son porté que citoyen.

Car, l'usage de la sécurité profite davantage à la raison de l'Etat et de l'ordre de la sécurité pour les individus dans l'exercice de leurs droits fondamentaux devenus alors universel⁷. Une sécurité qui est au service des droits de l'Etat et les droits qui en découlent de l'exercice de ces pouvoirs et de ses fonctions. Le droit de monopole de la force et de son usage.

Le droit de l'exercice de la sécurité bénéficie à l'Etat et laisse peu de place à ces citoyens par une protection du territoire et de la sécurité publique qui relèvent des compétences et des attributions de l'Etat. Mais dans cette situation les rapports semble être en complémentarité ; si l'on considère le devoir de l'Etat à la protection des individus et de collectivités de l'exercice et de la jouissance de leurs droits fondamentaux sans que cela sois entravé⁸ ou confisqué par d'autres individus ou d'autres autorités.

La sécurité alors acquiert un sens de garantir l'exercice des droits. Une espèce alors de sécurité juridique et institutionnel pouvant sécuriser le droit et légaliser la sécurité, voire la légitimer dans la conduite d'une société.

Sur le plan International la sécurité ⁹raisonne autrement puisque le domaine international est moins saisissable que le domaine interne. Et cela, compte tenu de la nature de

⁶ Mireille Couston « Droit de la sécurité internationale » une vision globale du Droit de la sécurité internationale, en fonction de laquelle il se définit comme le cadre et l'ensemble des mécanismes juridiques concourant à la sécurité internationale et régulant les aspects conflictuels des relations internationales .Paradigms Master Ed Larcier2013

⁷ MOUCHERON M., Le terme terrorisme et la construction européenne: une histoire obscure, Revue de droit pénal et de criminologie, 2004, p. 889 et s

⁸ H Bribosia « Liberté , sécurité et justice, l'imbroglia d'un nouvel espace » in Revue de Marché Unique Européen, 1998n 1

⁹ Kim lane sheppele Le droit de la sécurité internationale Actes de la recherche en sciences sociales 2008/3 (n° 173)

la société internationale ; espace de confrontation des puissances et sujet des hégémonies et des influences dans l'histoire en témoignent de deux guerres sanglantes destructrices.

La notion de la sécurité et de droit se confondent tel qu'il ressort des termes de la charte des Nations unies rédigée par les Etats les victorieux belligérants. L'interpellation des termes des dispositions de la charte et des résolutions du Conseil de sécurité en leur qualité du droit international confirme cette désignation ou confusion entre droit et sécurité. Une unité du concept qui résulte de la conjoncture et des circonstances internationales favorables à un droit sécuritaire pour la communauté des Etats surtout les plus puissants.

Le rapport sécurité et droit dans le contexte international se rapproche de la conception de Hobbes pour la société et son ordre un rapport qui sous-entend des permissions voire des contradictions imprégnées par le réalisme qui favorise la politique ou certain politique au droit, un droit supposé instrument de protection pour tous.

b) la désaffectation des deux notions.

La notion de la sécurité s'est mise à tracer un chemin pour le renforcement de l'ordre contre le désordre et une protection qui justifie la force et la puissance voire elle permet à des pratiques contrevenantes aux droits fondamentaux d'intimités, de vies privées, de non violence, d'expression, de confession.

En effet, les équilibres recherchés entre les deux notions déjà précaires semblent s'effondraient au fur et à mesure au rythme de l'évolution des sociétés et de leur mode de production et les nouvelles conceptions qui s'établissent dans un monde global et globalisant.

La chute du Mur de Berlin et le triomphe du néolibéralisme à coté des réveils des cultures et des extrémismes couronnés par les attaque du 11 Septembre et la guerre contre l'Irak ont remodelés tous ensemble les principes et les valeurs dans leur contenus aussi que dans leur mode d'adoption et de mise en œuvre.

Ainsi droit et sécurité commenceraient à se faire face,¹⁰ que cela soit sur le plan interne ou sur le plan externe. Aussi les facteurs de convergence et de mondialisation ont fait que le processus législative et normative s'est centralisé davantage. Les Etats perd leur souveraineté aussi que leur peuples sur les possibilités d'adoption et d'accréditations des lois et des concepts relatifs au x droit et à la sécurité voire à la sécurité de conserver les droits fondamentaux¹¹ longtemps défendus dans les luttes internes et externes.

Le Conseil de sécurité s'est transformé rapidement à un organe législative normative¹² voir organe d'exécutive qui détermine le contenu des notions et établi les régimes juridiques solennellement y compris ceux du droit et de la sécurité.

Il est devenu alors la référence des concepts et l'auteur des régimes et l'autorité du contrôle d'exécution et de mise en œuvre de ce régime¹³. Cette compétence qui 's'est vu consacré depuis son installation et renforcé après l'effondrement du système bipolaire par la confection du droit d'ingérence jusqu'à la responsabilité de protéger et finissant avec la Résolution 1373 de 2001¹⁴ et 1456 de 2003 relative à la lutte contre le terrorisme.

Réaffirmant le droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, que consacre la Charte des Nations Unies et qui est réaffirmé dans la résolution 1368 (2001), Réaffirmant la nécessité de lutter par tous les moyens, conformément à la Charte des Nations Unies, contre les menaces à la paix et à la sécurité internationales que font peser les actes de terrorisme,

Il ressort de cette Résolution qui établi le régime juridique sécuritaire international que « Le terrorisme ne peut être vaincu, conformément à la charte de Nations Unies et au droit international, que grâce à une démarche suivie et Globale fondées sur la participation et la collaboration actives de tous les Etats et toutes les organisations internationales et régionales, et grâce à un redoublement d'efforts au niveau national » ;

¹⁰ Amnesty International, *Pakistan: Human Rights inognoed in the "War on Terror"* (AI Index: ASA 33/036/2006).

¹¹ RENUCCI J.-F., *Droit européen des droits de l'Homme*, LGDJ, 4ème édition, Paris, 2010, 478

¹² Isabelle Thomas « La mise en œuvre en droit européen des dispositions internationales de lutte contre le terrorisme » in *Revue Générale de droit International Public* T108 /2004 Pédone Paris

¹³ Le chapitre vii de la charte des Nations Unies

¹⁴ Résolution 1373 2001 Adoptée par le Conseil de sécurité le 28 2001 à sa4395 séance.

Ainsi les dispositions de base de ce texte historique exprime clairement la fin de la coexistence du droit et de la sécurité et annonce la suspension de l'exercice des droits politiques et civiles au pris du droit naturel et légitime de défense et ceci par tous les moyens contre les menaces à la sécurité internationale que font peser les actes de terrorisme.

Il va sans dire que le rapport droit et sécurité se place dans une autre dimension suscitée par le climat du 11 Septembre. Ce nouveau contexte d'exception international d'un ordre militarisé qui établit un régime sécuritaire global et globalisé.

Un processus d'adoption sommaire des lois contre terroriste au détriment des lois sociales et politiques normales observées par des moyens et des instruments conventionnels et commun en temps de paix. Ce contexte de guerre rappelant le climat de guerre perpétuelle hobbesienne.

En effet les séries des résolutions et des lois sécuritaires adoptées en¹⁵ Europe en Afrique dans les pays Arabes et aussi au Maroc s'est faite dans un temps record de nature à exécuter un commandement d'une autorité Militaire supranationale.

Il en résulte de cet été d'insécurité internationale dans un processus de globalisation de conflits et élargissement du territoire d'hostilités voir de décréter des lois martiaux de suspension des lois et pratiques du respect du domicile privé du procès juste et équitable du droit à la défense.

En d'autres termes ,un ordre de suspension de droit qui fait naître la désaffection entre la sécurité en général et la sécurité onusienne. Il constitue alors le refoulement le plus naturel entre le droit naturel et le droit humain entre les moyens limités et réguler d'une part, et tous les moyens qui ouvre le champ vers tous les abus¹⁶ qui ont accompagné cette lutte nécessaire contre le terrorisme¹⁷ qui a été souvent préjudiciables aux droit fondamentaux¹⁸ et au droit tout court.

¹⁵ Emilie ROBERT « L'Etat de droit et la lutte contre le terrorisme dans l'Union Européenne » In Presse Universitaire lille Nord France 16Février 2012

¹⁶ ECKHOUT P., *Community Terrorism Listing, Fundamental Rights, And UN Security Council Resolutions. In Search Of The Right Fit*, European Constitutional Law Review volume 3, 2007

¹⁷ WILKINSON P., *Terrorism versus Democracy*, Taylor and Francis, London, 2006,

Il faut dire qu'un éclatement s'est produit entre des systèmes de pensées et de valeurs de société réputés être l'exemple de l'Etat de droit et des institutions¹⁹ et aussi de d'autres reconnus en transitions ou en cours de transformation.

L'ensemble de ces Etats se sont tous alors réunis sur la même voie de désaffection avec des nuances de près grâce à la société civile²⁰ et parfois à l'indulgence des cours et la sagesse des magistrats²¹. Des exemples innombrables d'abus et de perversion sécuritaire ; les délais de détention déraisonnable faisant le dos à la convention²² Européenne des droits de l'homme, des procès à résonance militaires et de justice d'urgence voire expéditive autant de forme de méconnaissance aux principes fondamentaux les plus élémentaires de la règle de droit.

En somme, cet état de fait national et international, et cet état de droit interne et global²³ ne laisse aucun doute de sur des rapports controversés entre sécurité et droit allant de la confusion à l'opposition entre les deux notions

Ceci dit, autant d'interpellations incitant le débat sur les possibles conséquences sur la consistance des régimes juridiques à l'ère sécuritaire et sur les alternatives de rétablissement des équilibres indispensable pour prévenir toutes dérives.

¹⁸ GAUTIER M., *Lutte contre le terrorisme et droits fondamentaux : le droit international sous la surveillance de la CJCE, La semaine juridique, édition générale* 45-46, 5 novembre 2008, p. 38 et s.

¹⁹ L. Condorelli " les attentas du 11 Septembre et leurs suites ; où va le droit international ? in RJDIP n 4 2001

²⁰ The Center of Study in Human Rights " The Home Of Human Rights " London 'Human rights and counter-terrorism: re-framing the debate' 2007

²¹ Cour de justice des Communautés européennes, arrêt du 3 septembre 2008, Kadi et Al Barakat, affaires jointes C-402/05 et C-415/05, Recueil 2008, p. 10

Cour européenne des droits de l'homme, Grande Chambre, 19 février 2009, A. et autres contre Royaume-Uni, requête n° 3455/05.

Cour de justice de l'Union européenne, arrêt du 29 avril 2010, M. e. a. contre Her Majesty Treasury, affaire C-340/08, Recueil 2010.

²² BERRAMDANE A., *Les limites de la protection juridictionnelle dans le cadre du titre VI du traité sur l'Union européenne, Revue du Droit de l'Union Européenne, volume 2, 2007, p.*

²³ LETTERON R., *L'Etat de droit face au terrorisme, Institut des hautes études de la Défense nationale, 2007, p. 247 et s.*

Quelles sont les conséquences des perceptions et des pratiques :

Le grand ménage qu'a connu le droit international en général et le droit de la sécurité contreterrorisme en particulier a été manifesté dans les instruments juridiques nationaux et internationaux par création d'une nouvelle situation dans les systèmes juridiques portant sur les principes fondateurs de ces systèmes et sur les mécanismes de leur fonctionnement.

De nouvelles pratiques et procédures de bases, des notions et des considérants se sont vu s'appliqués en marge d'un cumul préexistant dans pratiquement l'ensemble de branches de droit des droits politiques civiles droit de libertés de presse droit d'association, droit de procédures pénales, le droit bancaire.

Le droit international de terrorisme est devenu un dispositif juridique nationalement international. C'est ainsi que le problème se pose plus quant à la primauté du droit international en droit interne. L'exigence est moindre dans le domaine de la sécurité et du contreterrorisme globalisé que dans d'autres domaines tels que les domaines des libertés et des droits individuels et collectifs. Surtout en matière du genre.

Des superpositions se sont produites à l'honneur du droit de la sécurité ²⁴contre le terrorisme sur les lois en vigueur ou d'autres appliquées ou inappliquées ailleurs ou abandonnées ont retrouvé vie. L'équation sécurité droit avait donné lieu à un système juridique hybride ambigu d'état de guerre et d'exclusion.

Cependant, les consciences et les réalités internationales ont pesées aussi sur cet état d'exception par la nécessité de la révision et de l'encadrement des conduites du combat contre le terrorisme, compte tenu aussi de l'exigence de la sécurité humaine largement entendue pour une tentative de réhabilitation du droit de tous à toutes les sécurités.

²⁴ A WEYEMBERGH « L'impact du 11 septembre sur l'équilibre sécurité liberté dans l'espace pénal européen » in *lutte contre le terrorisme et droits fondamentaux cool Droit et justice éd bruyant Bruxelles 2002*

a) Les discordances des régimes juridiques.

Tout d'abord ce droit international de la sécurité s'est présenté sous la formule imposée des Etats puissants à ceux qu'ils le sont moins. C'est alors un droit qui n'a pas traversé les chemins des opportunités et les voies et les institutions nationales recevant un large débat de l'ensemble des partenaires concerné par cette sécurité et menace de terrorisme.

Les élémentaire de l'adoption du droit est la consultation large et participative ; l'esprit du droit est toujours contraire à l'expédition surtout quant il s'agit de vie ou de mort ou de violations gravissime des fondamentaux des intégrités.

De surcroit, des lois issues d'un même modèle mais promulguées dans des contextes politiques locaux ²⁵distincts présenteront finalement autant de différences que de ressemblances dans leur application et interprétations et usages contraires parfois à l'esprit de protection et de prévention voulu par le législateur international. De telles situations ont aidé à troubler des ordres juridiques déjà fragiles pour ces questions de libertés et Etat de droit.

Mieux que cela qui a contribuer d'une manière notoire à semer la zizanie²⁶ et confondre encore le politique au juridique c'est l'absence ou l'ambiguïté qui subsiste sur une définition nette est clair de ce que l'on entend par acte terroriste. Et ce pour le pouvoir discrétionnaire des autorités des différents pays et à la merci des humeurs²⁷ sans que cela soit régi et déterminé de point de vue conceptuel ou national voire loin de tout contrôle interne ou externe.

La criminalisation des actes qualifiés de terroristes a varié entre un Etat et un autre ; des Etats Unies au Canada aux pays arabes, les systèmes juridiques n'ont de point de repéré

²⁵ William Banks Stephen Dycus, Arthur L. Berney, Peter Raven-Hansen "National Security Law" Fourth Ed Wolters Kluwer ASPEN Publishers 2007

²⁶ GRANGER M. A., Existe-t-il un "droit fondamental à la sécurité"? Document disponible à l'adresse suivante: <http://www.droitconstitutionnel.org/congresParis/comC8/GrangerTXT.pdf>

²⁷ FRAGNON J., Quand le 11-Septembre s'approprie le onze septembre. Entre dérive métonymique et antonomase, Violence et Démocratie en Amérique Latine, volume 85 novembre 2007

commun sur une question vitale de droit de sécurité et de souveraineté nationale²⁸ et crédibilité internationale.

Cette discordance des régimes juridiques qui ne va pas sans conséquence sur le droit est le fondamental du droit et de la légitimité d'²⁹un ordre juridique national et international en souffrance de consistance juridique et politique. Les règlements de compte au nom du combat contre le terrorisme, les privations des libertés des arrestations et interpellations à fond racistes et ségrégation elles.

Non seulement cela, des violations de territoires des kidnappings et assassinats dans des territoires d Etats réputés souverains au nom de la loi international contre le terrorisme. Autant de procédures de collaborations internes et externes en terme de détention provisoire ou enquête, ou terre de transite dans des lieux d incarcérations secrètes ou non conventionnelles³⁰.

Il est à retenir que la loi sécuritaire contre le terrorisme a renforcé le système contraignant dans certain nombre de pays pour le projet de loi sur les délits de presse au lieu de verser une pénalisation pécuniaire avec la loi contre terrorisme s est vu transformer en peine d emprisonnement en Egypte voire des dispositions nt été déclarés inconstitutionnelles concernant certains publications,

Le cas aussi pour la loi 2003 contre le terrorisme qui a constitué un souvenir noir dans l'histoire législative tunisienne vivement critiqué par la communauté des juristes et des défenseurs des droits de l homme. Des perditions curieuses d interprétations quant l'acte

²⁸ *Human Right first ; Myth versus Facts Trying terror suspects in Federal courts Facts sheet 2015 I n American Ideals Universel Values*

²⁹ *The right to trial within a reasonable time and short-term reform of the European Court of Human Rights Round Table organised by the Slovenian Chairmanship of the Committee of Ministers of the Council of Europe Bled, Slovenia, 21-22 September 2009*

³⁰

1 <http://www.justice.gov/cjs/docs/terrorism-convictions-statistics.pdf>

2 <http://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/guantanamo/article2163210.html>

3 <http://www.usdoj.gov/opa/pr/2009/June/09-ag-564.html>

4 <http://www.miamiherald.com/opinion/other-views/story/1385750.html>

5 <http://www.judiciary.senate.gov/imo/media/doc/7-24-13SmithTestimony.pdf>

<http://www.humanrightsfirst.org/sites/default/files/Feinstein-DOD-Guantanamo-Costs-01-Dec-14.pdf>

6 <http://www.justice.gov/iso/opa/ag/speeches/2011/ag-speech-1106161.html>

7 <http://www.humanrightsfirst.org/uploads/pdfs/Kerry-GTMO-NDAA-Nov2013.pdf>

proprement terroriste et des mesures ici ou ailleurs enfreignant aux règles et aux conventions de protection voire des dispositions législatives longtemps établies et constitutionnelles.

Les contradictions du régime juridique du contre terrorisme a couvert presque tout les domaines des libertés individuelles et la protection des données en matière informatique par la suppression de garanties au nom du cyber sécurité Le débat actuel en France sur ses réformes mis l'accent sur contradictions qui de mettre fin au mythe fondateurs de la République.

Le délai raisonnable longtemps observé par les autorités judiciaires et les cours, une exigence relative à la présomption d'innocences et le procès équitable engagement national et international ³¹ mis en veilleuse voire marginalisé.

Au Maroc encore malgré que l'on se félicite des exploits en matière de lutte contre le terrorisme une dégradation des libertés et des droits ont été dénoté dans la diligence des affaires impliquant Lasalafia Jihadiaa et d'autres éléments politiques. Nombreux sont qui sont tombés sous le coup de la loi du combat de terrorisme, l'administration dans certains cas a déjoué les principes constitutionnels d'une part et d'une procédure pénale nouvellement instaurée d'autre part qui avait enregistré des contradictions eu égard à ces dispositions.

En résumé, les multiples discordances dans le droit interne et international conséquentes de l'ordre sécuritaire international dont l'outil juridique et institutionnel ont prouvé son efficacité limitée. Un échec de la mise en œuvre d'un ordre sécuritaire national et international dans la mesure où le terrorisme est devenu un Etat opérant dans tout les territoires devant l'inflation des textes et les mesures au détriment du droit et de son Etat.

B) Les alternatives de refonte ou de dérision.

Le constat a été établi malgré les résistances et les négations. L'opinion publique juridique nationale et internationale n'a cessé de rappeler aux acteurs Etatiques que les

³¹ Onu PROGRAMME DE FORMATION JURIDIQUE CONTRE LE TERRORISME « Les droits de l'homme et les réponses de et les réponses de la justice pénale la justice pénale au terrorisme » onud New York 2014

fondamentaux constituant de l'Etat de droit son à la merci d'une fragilisation voire des outrances profondément dommageables³².

La société civile et ses acteurs se sont érigés pour condamner la justice militaire. La conscience de droit semble obtenir difficilement gain de cause commençant par les Nations Unies ou une autre³³ Nations Unies³⁴. Les appels se sont succédé pour un ordre international équitable et humanitaire au lieu d'un ordre sécuritaire d'une guerre perpétuelle.

Les notions de droit et de sécurité commencèrent à se chercher pour une sécurité juridique humaine et des tentatives de réconciliation ont été initiées sur le plan interne et international pour contenir les dérives et rappeler les constituants. Les régimes juridiques ont tentés à leur tour de réaménager³⁵ les textes et adoucir les procédures

Cependant, il revient aux pratiques des Etat et des réalités d'exercice des droits d'apprécier l'étendu et l'impact au niveau national et international dans un monde où la règle de droit peut désigner plusieurs choses à la sécurité d'autres qui forcément doivent se croiser le chemin.

C'est ainsi, que les nations unies parlent de l'homme³⁶ a rendu la résolution qui appelle à la nécessité de l'observation du respect des droits de l'homme et les droits afférents Une résolution à côté d'autre instruments en guise de reconnaissance des dérives enregistrés dans pratiquement l'ensemble des pays et qui résultent des conséquences de l'ordre sécuritaires des lois contre terrorisme.

³² JOYNER C., *The United Nations and Terrorism: Rethinking Legal Tensions between National Security, Human Rights, and Civil Liberties, International Studies Perspectives* 5, number 3, 2004, p. 240 et s.

³³ THOMAS G Wiess » *The third United Nations » in Global Governance* num 15 2009

³⁴ *The Secretary-General has the honour to transmit to the General Assembly the report of the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism, Ben Emmerson, submitted in accordance with General Assembly resolution 68/178 and Human Rights Council resolution 15/15.doc UN A/69/397 23 sep 2014*

³⁵ *Avis sur le projet de loi 86.14 modifiant et complétant les dispositions du code pénal et de la procédure pénale relatives à la lutte contre le terrorisme Conseil National des droits de l'homme Rappel des caractéristiques à considérer pour une législation anti-terroriste protectrice des droits de l'Homme et des libertés fondamentales modifier la loi (no 03-03) contre le terrorisme de façon à réduire le délai de garde à vue de quatre-vingt-seize entre autres CND H 2014*

³⁶ Paul Kennedy » *The Parliament of Man » Ed Vintage Books New York 2005*

En Europe aussi des pressions diverses ont amené à dénoncer des pratiques et exiger l'observation des règles fondamentaux de la protection et de la défense des individus et des communautés. La Cour Européenne des droits de l'homme a rendu des arrêts condamnant des pratiques et des décisions arbitraires au de la loi contre le terrorisme.

La Cour Suprême aux Etats Unies aussi avait condamné des décisions et des pratiques affectant les droits fondamentaux des détenus et l'observation des conditions de détention et les modalités de poursuites et de mise en accusation.

Par, ailleurs, une vague de volonté de révision contre des lois expéditives élaborées et adoptés en urgence forcément édictées et exceptionnels devenu l'ordre juridique naturel des sociétés surtout en Tunisie et au Maroc. Aussi des incitatives de corrections se sont lancées pour allier aux paradoxes créés par le régime juridique du terrorisme face au régime juridique de la réforme constitutionnel et de certains bénéfices du printemps Arabe.

Malheureusement, le climat de guerre suscité par l'interminable crise proche orientale et le développement notoire des extrémismes et des terrorismes frappant au cœur de l'Europe provoque des redondances substantielles sur l'état de droit en Europe et ailleurs ne favorisant pas cette réconciliation tant espérée.

Seulement, les réalités internationales évoquent d'autres challenges pour la société internationale et nationale voire pour la communauté globale interconnectée depuis, les pauvretés, le terrorisme, l'épidémie jusqu'aux changements climatiques.

Ces défis mondiaux qui soulèvent toute les sécurités possibles autour de la sécurité humaine au sens le plus large de l'ère de la Globalisation et ses réelles interactions entre le droit à la sécurité pour tous contre les dangers et les risques qui compromettent le devenir de toute l'humanité.³⁷

L'évolution du dispositif juridique international composé du droit humanitaire, droit de l'environnement le droit développement durable aussi que le droit de l'homme international dans toute ses catégories ne peuvent que renforcer la justice internationale pour

³⁷ Zaki Laidi "La démocratisation de la gouvernance globale " *l'express* du Septembre 2009".

les peuples et les Etats et résoudre les sources³⁸ des inégalités et des insécurités des uns et des autres pour l'équilibre nécessaire de la sécurité et du droit.

Il ressort de toute évidence la nécessité de parvenir à des formules³⁹ préventives des dérives des uns et des autres dans un ordre belligérant ou la violence et le droit se retrouve dans les réalités engendrées par les conflits et dans les textes de répressions et de contraintes dont leur démesure a été prouvée.

Le retour au pacte de la paix continue s'impose de plus en plus par la réunion de l'ensemble des partenaires de la société des Etats et des sociétés civiles voir le monde d'affaires et la communauté globale. Un nouveau contrat social international expressément discuté⁴⁰ dans la libre volonté de la formulation du droit et de son équilibre aux objectifs de la sécurité et du droit pour tous aux fins de la Déclaration du Millénaire.

Bibliographie :

- Banks, William et al: "National Security Law" Fourth Ed Wolters Kluwer ASPEN Publishers 2007.
- BERRAMDANE A., Les limites de la protection juridictionnelle dans le cadre du titre VI du traité sur l'Union européenne, *Revue du Droit de l'Union Européenne*, volume 2, 2007, p.
- Bribosia, H « Liberté, sécurité et justice, l'imbricatio d'un nouvel espace » in *Revue de Marché Unique Européen*, 1998n 1
- Condorelli, L : " les attentas du 11 Septembre et leurs suites ; où va le droit international ? in *RJDIP* n 4 2001
- Couston, Mireille: « Droit de la sécurité internationale » une vision globale du Droit de la sécurité internationale, en fonction de laquelle il se définit comme le cadre et l'ensemble des mécanismes juridiques concourant à la sécurité internationale et régulant les aspects conflictuels des relations internationales. *Paradigms Master* Ed Larcier 2013
- Emilie ROBERT « L'Etat de droit et la lutte contre le terrorisme dans l'Union Européenne » In *Presse Universitaire Lille Nord France* 16 Février 2012
- EECKHOUT P., Community Terrorism Listing, Fundamental Rights, And UN Security Council Resolutions. In *Search Of The Right Fit, European Constitutional Law Review* volume 3, 2007

³⁸ Véronique « Le développement durable ce gène méconnu le droit international de la culture » in *RGDIP* Tome CXVI 2012

³⁹ Scholte Janaar "Building Global Democracy Civil Society and accountable global governance" in *Cambridge University Press* 2011.

⁴⁰ Martin Duru "Kant et le Projet de paix perpétuelle" in *Magazine Philosophie* num 77 2004

- FRAGON J., *Quand le 11-Septembre s'approprie le onze septembre. Entre dérive métonymique et antonomase, Violence et Démocratie en Amérique Latine*, volume 85 novembre 2007.
- GRANGER M. A., *Existe-t-il un "droit fondamental à la sécurité"?*. Document disponible à l'adresse suivante: <http://www.droitconstitutionnel.org/congresParis/comC8/GrangerTXT.pdf>
- LETTERON R., *L'Etat de droit face au terrorisme*, Institut des hautes études de la Défense nationale, 2007, p. 247 et s.
- Hobbes, Thomas « *Le Léviathan* », ou *Traité de la matière, de la forme et du pouvoir d'une république ecclésiastique et civile*, est une œuvre écrite par Thomas Hobbes, publiée en 1651, qui constitue un des livres de philosophie politique les plus célèbres.
- JOYNER C., *The United Nations and Terrorism: Rethinking Legal Tensions between National Security, Human Rights, and Civil Liberties*, *International Studies Perspectives*
- 5, number 3, 2004, p. 240 et s.
- Moucheron M., *Le terme terrorisme et la construction européenne: une histoire obscure*, *Revue de droit pénal et de criminologie*, 2004.
- Pellet Alain : « *Droit de la sécurité collective et droit de la Responsabilité internationale* » Pédone, Paris 2006
- MOCKLE D. (sous la direction de), *Mondialisation et Etat de droit*, Bruylant, Bruxelles, 2002, 411 p
- Kennedy, Paul « *The Parliament of Man* » Ed Vintage Books New York 2005.
- RENUCCI J.-F., *Droit européen des droits de l'Homme*, LGDJ, 4ème édition, Paris, 2010, 478.
- Rolin, Frédéric : *Le rapport 2006 du Conseil d'Etat « Sécurité juridique et complexité du droit » : quelques observations impertinentes*, 19 mars 2006
- ROUSSEAU Jean-Jacques, *Projet de constitution pour la Corse*, Ed. Œuvres complètes, Pléiade, t. 3, France, mars 1996, p.906.
- Thomas, Isabelle : « *La mise en œuvre en droit européen des dispositions internationales de lutte contre le terrorisme* » in *Revue Générale de droit International Public* T108 /2004 Pédone Paris.
- Sheppele, Kim lane : *Le droit de la sécurité internationale Actes de la recherche en sciences sociales*
- 2008/3 (n° 173)
- Véronique « *Le développement durable ce gène méconnu le droit international de la culture* » in *RGDIP Tome CXVI* 2012
- Scholte Janaar: *"Building Global Democracy Civil Society and accountable global governance"* in Cambridge University Press 2011.
- WEYEMBERGH, A : « *L'impact du 11 septembre sur l'équilibre sécurité liberté dans l'espace pénal européen* » in *lutte contre le terrorisme et droits fondamentaux cool Droit et justice éd bruylant Bruxelles* 2002.
- Wiess, Thomas G. « *The third United Nations* » in *Global Governance* num 15 2009
- WILKINSON P., *Terrorism versus Democracy*, Taylor and Francis, London, 2006,
- GAUTIER M., *Lutte contre le terrorisme et droits fondamentaux : le droit international sous la surveillance de la CJCE*, *La semaine juridique*, édition générale
- 45-46, 5 novembre 2008, p. 38 et s.
- Zaki Laidi " *La démocratisation de la gouvernance globale " l'express du Septembre 2009"*.

Autres :

- ✓ *Human Right first ; Myth versus Facts Trying terror suspects in Federal courts Facts sheet 2015 I n American Ideals Universel Values*
- ✓ *The right to trial within a reasonable time and short-term reform of the European Court of Human Rights Round Table organised by the Slovenian Chairmanship of the Committee of Ministers of the Council of Europe Bled, Slovenia, 21-22 September 2009*
- ✓ *Onu PROGRAMME DE FORMATION JURIDIQUE CONTRE LE TERRORISME « Les droits de l'homme et les réponses de et les réponses de la justice pénale la justice pénale au terrorisme » onud New York 2014.*
- ✓ *Amnesty International, Pakistan: Human Rights inognored in the "War on Terror" (AI Index: ASA 33/036/2006).*
- ✓ *The Center of Study in Huma Right The Home Of Human Right " London 'Human rights and counter-terrorism: re-framing the debate'2007Duru Martin : " Kant et le Projet de paix perpétuelle " in Magazine Philosophie num 77 2004.*
- ✓ *The Secretary-General has the honour to transmit to the General Assembly the report of the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism, Ben Emmerson, submitted in accordance with General Assembly resolution 68/178and Human Rights Council resolution 15/15.doc UN A/69/397 23 sep 2014.*
- ✓ *Avis sur le projet de loi 86.14 modifiant et complétant les dispositions du code pénal et de la procédure pénale relatives à la lutte contre le terrorisme Conseil National des droits de l'homme Rappel des caractéristiques à considérer pour une législation anti-terroriste protectrice des droits de l'Homme et des libertés fondamentales modifier la loi (no 03-03) contre le terrorisme de façon à réduire le délai de garde à vue de quatre-vingt-seize entre autres CND H 2014.*
- ✓ *Cour de justice de l'Union européenne, arrêt du 29 avril 2010, M e.a. contre Her Majesty Treasury, affaire C-340/08, Recueil 2010.*
- ✓ *Cour de justice des Communautés européennes, arrêt du 3 septembre 2008, Kadi et Al Barakaat, affaires jointes C-402/05 et C-415/05, Recueil 2008, p. 10*
- ✓ *Cour européenne des droits de l'homme, Grande Chambre, 19 février 2009, A. et autres contre Royaume-Uni, requête n° 3455/05.*
- ✓ *Le chapitre vii de la charte des Nations Unies.*
- ✓ *Résolution 1373 2001 Adoptée par le Conseil de sécurité le 28 2001 à sa4395 séance.*
- ✓ <http://www.justice.gov/cjs/docs/terrorism-convictions-statistics.pdf>
- ✓ <http://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/guantanamo/article2163210.html>.
- ✓ <http://www.usdoj.gov/opa/pr/2009/June/09-ag-564.html> .
- ✓ <http://www.miamiherald.com/opinion/other-views/story/1385750.html> .
- ✓ <http://www.judiciary.senate.gov/imo/media/doc/7-24-13SmithTestimony.pdf>. ,
- ✓ <http://www.humanrightsfirst.org/sites/default/files/Feinstein-DOD-Guantanamo-Costs-01-Dec-14.pdf>.
- ✓ <http://www.justice.gov/iso/opa/ag/speeches/2011/ag-speech-1106161.html>
- ✓ <http://www.humanrightsfirst.org/uploads/pdfs/Kerry-GTMO-NDAA-Nov2013.pdf> .